Déclaration liminaire – CDAS du 2 octobre 2014

Monsieur le Président,

Pour les ministères économiques et financiers, la mise en oeuvre des plans stratégiques a de graves conséquences sur les missions, l'emploi et par conséquent les conditions de travail des agents.
Ce n'est pas en poursuivant une politique d'austérité où la « chasse aux dépenses publiques » s'accélère que la situation risque de s'améliorer.
FO FINANCES réaffirme que cette politique est une impasse économique et sociale.
Dans ce contexte, l'action sociale ministérielle demeure plus que jamais une priorité et une exigence !
FO FINANCES ne peut se satisfaire du maintien du budget 2014 à hauteur de celui de 2013, alors même que les besoins des agents sont de plus en plus importants et parfois urgents.
De plus, FO FINANCES condamne une nouvelle fois la baisse de certaines subventions et l'annulation dans le dernier projet de loi de finances rectificatif des crédits mis en réserve en début d'année.

Concernant les suppressions de postes d'assistants de délégation, FO FINANCES condamne cette mesure systématique depuis 3 ans sur le personnel de l'action sociale. Cette réduction de personnel a des conséquences sur le fonctionnement des délégations mais aussi sur les attentes des agents.
FO FINANCES 81 réaffirme la nécessité de maintenir 2 assistants de délégation autour du délégué départemental. Il ne faudrait pas que la volonté de l'administration à consolider et clarifier le statut des correspondants sociaux (note du Secrétariat Général du 12 mai 2014) signifie la réduction du périmètre des missions des assistants ou pire, à moyen terme, la fin de la délégation départementale !
En fin d'année 2014, 35 délégations départementales seront sans assistant (32 en 2013).
Aussi, l'augmentation des délégués travaillant avec moins d'assistants ne nous rassure en aucun cas sur le maintien d'un réseau d'action sociale de qualité.

D'après l'administration les correspondants sociaux ne font pas que de l'action sociale et qu'il serait réducteur de ne pas tenir compte des autres missions qu'ils accomplissent.
Comme FO FINANCES l'a toujours dénoncé, les missions relevant de l'action sociale ne sauraient être confondues avec les missions des ressources humaines.
Il n'est pas question pour les 2 correspondants sociaux du Tarn d'assurer des missions qui relèvent du service RH !

FO FINANCES rappelle l'importance d'une action sociale de qualité. Elle rappelle son attachement à une politique d'action sociale permettant de garantir l'égalité d'accès aux prestations pour tous les agents actifs et retraités. C'est pourquoi, FO FINANCES exige l'arrêt des suppressions d'emplois.
Elle demande que les crédits dédiés à l'action sociale soient a minima pérennisés pour 2015.
FO FINANCES sera particulièrement attentive aux prochains arbitrages sur le montant et la répartition des crédits du budget 2015 pour l'action sociale, l'hygiène, la sécurité et la santé au travail.